

L'ANJOU LIBERTAIRE



BULLETIN MENSUEL DU GROUPE DU MAINE-ET-LOIRE
DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N°9 Été 2021

FÉMINISME
SOUTIEN AU PLANNING FAMILIAL
ANTIFASCISME
RETOUR SUR LA
MOBILISATION DU 12 JUIN
TRAVAIL
BÂTIMENT, AUTOMOBILE,
ÉDUCATION, SAISONNIERS ... IL
FAUT DES LUTTES !

Smart City et vidéosurveillance

La presse locale et nationale, suite à la publication d'une note des camarades de La Quadrature du Net, s'est faite l'écho des dérives sécuritaires des projets de "smart city" qui n'ont d'intelligents que le nom. Nous avons choisi de publier ici un texte que nous avons diffusé sur notre site et qui, en mars 2020, alertait déjà sur les dangers de ces projets de "territoire intelligent", voulu et choyé par le maire d'Angers.

« Angers Territoire Intelligent ». De biens grands mots qui ne disent finalement rien ! Ou peut-être si, une chose : la mise en lumière des inepties du solutionnisme technologique au service d'un projet politique. Récemment, de France Inter au Courrier de l'Ouest, les médias en tout genre ont usé de superlatifs pour vanter le choix réalisé par Angers Loire Métropole de filer à un groupement d'industriels, Engie en tête, le joli pactole de 178 millions d'euros. Une coquette somme qui doit permettre au territoire de devenir « intelligent ». À supposer que celui-ci ait été bête jusqu'à présent.

Des lampadaires intelligents et des caméras

Mais qu'est-ce que recouvre ce Territoire Intelligent si on souffle sur le rideau de fumée médiatique ? Tout d'abord que les élu-es de la communauté urbaine ont toutes et tous cédé aux sirènes du bla-bla marketing entourant le concept de smart-city. En effet, si on jette un coup d'œil à ce que cela recouvre, on constate que pour le cas angevin il ne s'agit peu ou prou que de remplacer des lampadaires. On exagère un peu, mais pas tant que ça. Qu'auront-ils d'intelligent ces nouveaux candélabres ? Ils auront l'intelligence de s'éteindre quand il fait nuit (sic). Il faut aussi ajouter qu'on refile à ces industriels les agents en charge de l'installation, de la réparation, etc., des lampadaires. Une petite braderie à la sauvette de nos services publics. Intelligent, n'est-ce pas ? Non, pour nous, c'est plutôt idiot ! Une nouvelle casse des services publics au profit d'une poignée de capitalistes et au détriment de la notion même d'intérêt général. Autant dire que cela n'est pas très rassurant. Il ne manque finalement pas grand-chose pour que la gestion à venir de nos services communaux et intercommunaux (la collecte des ordures, la gestion des réseaux d'eau, etc.) soit jetée en pâture à ce groupement d'acteurs privés [1].

Tout cela va être à surveiller – mais en attendant c'est nous qui allons être surveillés. Car dans ces promesses d'intelligence, il y a l'usage systématisé de la vidéosurveillance – déjà présente à Angers, mais qu'il s'agit donc de renforcer. Il est notamment

Répression, fichage, vidéo-surveillance...

FLICAGE PARTOUT



JUSTICE NULLE PART

prévu d'installer un centre d'hypervision. De quoi s'agit-il ? Pour faire simple, une panoptique techno au service d'un idéal politique puant : rogner les libertés publiques. Car il faut être au clair sur le sujet : les caméras vont continuer de pousser à qui mieux mieux, comme des mauvaises herbes. Et si, pour le moment, l'expression magique « reconnaissance faciale » n'a pas encore été véritablement prononcée, elle ne tardera pas à sortir du chapeau. En effet, en faisant le choix d'Engie, la collectivité a aussi fait le choix de confier la gestion de ces caméras à un spécialiste de la chose [2].

Un grand gâchis

Bref, tout cela n'est pas réjouissant et l'argument engageant des promesses écologiques est très nettement à relativiser. Les quelques euros d'économisés avec ces lampadaires aux ampoules basse-consommation seront infimes en comparaison du cout énergétique de l'infrastructure technique permettant d'exploiter le système de vidéosurveillance.

En attendant, une dernière question : est-ce que les services municipaux et intercommunaux n'auraient pas été à même de mener à bien les rénovations infrastructurelles attendues ? Suspense... Si. Car certaines transformations technologiques auraient tout aussi bien pu être conduites sans mettre en péril les libertés publiques et casser les services publics. Des évolutions que nous pourrions imaginer émancipatrices et élaborées dans le but de redonner aux agent-es du sens à leur action et la maîtrise de leurs outils de travail [3].

L'intelligence collective au service du commun, voilà un projet politique qui aurait eu une toute autre gueule.

[1] Engie (ex-GDF), mais aussi Suez (ex-Lyonnaise des eaux), VYV (groupe mutualiste) et La Poste

[2] cf. campagne d'informations de la Quadrature du Net :

<https://technopolice.fr>

[3] <https://onestla.tech>

Attaques contre le planning familial

*R*etour sur les attaques des centres du Planning Familial par les anti-IVG ou comment les fascistes ont manifestement le droit de bafouer les droits des autres et plus particulièrement ceux des femmes et minorités de genre.

Ces dernières semaines des dégradations des locaux de trois centres du Planning Familial ont eu lieu. Le 22 mai le PF de Nantes, le 13 juin le PF de Paris et la semaine dernière le PF de Poitiers : mêmes méthodes et mêmes objectifs.

Le Planning Familial, fondé en 1960, est une association composée de 69 associations départementales autonomes. L'accès à l'avortement reste sa priorité dans sa lutte pour la capacité des femmes à disposer de leur corps. Derrière les attaques des antennes de Nantes, Paris et Poitiers, les revendications sont les mêmes : la remise en question du droit à l'IVG, l'opposition à la prolongation des délais pour celui-ci et la pression voire l'opposition au projet de loi bioéthique et PMA.

L'UCL 49 soutien le Planning Familial et ses antennes départementales. Les attaques de ces groupuscules fascistes et/ou d'extrême droite doivent être combattues avec une grande fermeté. Cependant, dans l'ouest comme ailleurs, les réactions des pouvoirs publics se font discrètes, ce qui questionne sur leur capacité réelle à faire respecter le droit. Surtout quand il s'agit d'attaques dirigées vers des espaces investis principalement par les femmes et les minorités de genre.

Soutenez les camarades des Planning Familiaux, en les suivant sur leurs réseaux, en relayant leurs communiqués, en adhérant, en faisant un don, ou en devenant bénévole.

On ne lâchera rien !

Féministes tant qu'il le faudra !

Pas de quartier pour les fachos, pas de fachos dans nos quartiers !



Contre l'extrême droite, le 12 juin et après

Les idées racistes, nationalistes et réactionnaires de l'extrême droite se diffusent et se banalisent. Des militaires exhibent dans la presse leurs tentations putschistes, les policiers manifestent pour réprimer en toute impunité avec l'appui de la quasi-totalité de la classe politique. Macron et son gouvernement multiplient les déclarations et mesures autoritaires, racistes et liberticides. Les attaques et agressions de nervis fascistes se multiplient, à Angers avec ceux de l'Alvarium, comme dans bien d'autres villes.

Le 12 juin avaient lieu partout en France des manifestations unitaires contre l'extrême droite, rassemblant organisations syndicales, associations, et organisations politiques (dont l'UCL). À Angers, la manifestation devait initialement partir de la place du Ralliement. Mais les organisations d'extrême droite « Via » et « Les Patriotes » annonçaient un rassemblement au même endroit peu de temps avant. La préfecture a alors choisi son camp, et le 10 juin elle nous a demandé de changer d'horaire ou de lieu. Nous nous sommes donc retrouvés au jardin du mail, pour une manifestation dynamique regroupant dans les 750 manifestant.es (contre une trentaine au Ralliement). À Cholet aussi avait lieu une manifestation d'une centaine de personnes à laquelle des camarades de l'UCL ont pris part.

Dans ces manifestations nous avons distribué l'Anjou libertaire ainsi qu'un tract rappelant que pour que notre antifascisme soit véritablement efficace, il ne doit pas s'arrêter sur le terrain des valeurs, et il ne doit pas servir des intérêts électoralistes. Nous devons organiser la riposte sur le terrain social. Car, c'est lorsque les salarié-es, les précaires, les victimes de racismes, les femmes et personnes LGBTI ... luttent et gagnent que la solidarité de classe avance et que les idées réactionnaires régressent. Pour cela, nous appelons à renforcer les syndicats, associations et collectifs de lutte, et à construire notre riposte antifasciste par la base, syndicale, radicale, dans la rue, sur nos lieux de travail, de vie et d'étude.



La pelle général du bâtiment du 18 juin

Vendredi 18 juin, un petit rassemblement intersyndical du secteur du bâtiment se tenait à proximité du chantier derrière le lycée Jean Moulin d'Angers. Un rassemblement unitaire (CGT-FO-CFDT-CFTC) et une conférence de presse qui font suite aux négociations annuelles de la branche, dans le but de dénoncer les bas salaires et les mauvaises conditions de travail pour des métiers pourtant très souvent difficiles et à risque. Autant de facteurs qui causent un manque de main d'oeuvre également problématique. Un travail important nous reste à faire dans ce secteur : un travail de terrain, d'organisation des salarié.es, de construction de syndicats de lutte, et de construction de mobilisations. C'est un travail indispensable pour mettre en place un rapport de force permettant d'obtenir des avancées sur les salaires et les conditions de travail des ouvriers. C'est comme cela que nous pourrons aussi poser la question du contrôle des travailleurs et travailleuses sur leur travail, et donc remettre en cause la logique capitaliste dont les conséquences touchent aussi les usagers et usagères et l'ensemble de la société, notamment quand certains patrons du bâtiment demandent à leurs salarié.es de bâcler leur travail pour casser les prix, ou encore quand les chantiers visent à gentrifier un quartier.



Création de Droit au logement 49

Un comité départemental de l'association Droit au logement (DAL) vient de se (re)créer dans le Maine-et-Loire. Fondé en 1990, le DAL se bat pour la défense du droit à un logement décent pour toutes et tous. Il recourt à l'action directe pour imposer le relogement de familles sans logis ou mal logées.

Le DAL 49 tiendra des permanences salle du Petit-Mathuri au quartier de la Roseraie à Angers. Elles auront lieu le lundi de 14h30 à 16h30 jusqu'au 2 août, puis également le mercredi de 9h à 11h et le dernier jeudi du mois de 17h30 à 19h30 après le 30 août.

Contact : dal49@droitaulogement.org



Pénuries de matériaux dans l'automobile : nous ne voulons pas payer, nous voulons une autre société !

La pénurie de semi-conducteurs, qui permet de fabriquer des puces électroniques, frappe actuellement de plein fouet plusieurs secteurs de l'industrie, dont l'industrie automobile. Pour sauver leurs profits, les capitalistes utilisent tous les outils que leurs amis du gouvernement ont mis à leur disposition pour faire payer cette pénurie aux salarié.es. Près d'Angers, chez Valeo et Hitachi, deux usines qui fabriquent des pièces pour l'automobile et qui voient donc leur activité réduite, on ne compte plus les efforts demandés (et imposés) aux salarié.es : augmentation du temps de travail, congés imposés, baisse des salaires avec par exemple des temps de pause qui ne sont plus payés ... Dernièrement c'est la dernière version de l'activité partielle, encore plus favorable au patronat, nommée APLD (activité partielle longue durée), qui a été mise en place chez Valeo et qui est sur le point d'être mise en place chez Hitachi. Celle-ci permet notamment aux patrons de mettre leurs salarié.es au chômage, payés par l'État, tout en continuant de faire travailler des intérimaires, divisant au passage embauché.es et intérimaires. Dans un contexte de crise économique et d'avenir incertain pour l'ensemble de la filière automobile en France, forcément on a peur pour son emploi. La meilleure chose à faire dans ce contexte, c'est d'être solidaires et de résister collectivement. Les seuls responsables de cette pénurie comme de la crise économique, ce sont les capitalistes et leur système économique basé sur la recherche du profit et la compétition, qui est incapable d'assurer une gestion rationnelle de la production, d'anticiper les crises, ni de répondre aux besoins sociaux et de prendre en compte les impératifs écologiques. À nous d'opposer un autre système au leur : le communisme libertaire.

Lutte victorieuse chez Iover à Chemillé

À l'usine Iover de Chemillé, du groupe Saint-Gobain, qui fabrique de la laine de verre, les coefficients des salarié.es sont largement sous-évalués, et ce depuis l'ouverture de l'usine en 2009. Après un mois de grève très suivie en 2018, puis 2 ans à batailler pour établir des fiches de poste et des cotations pour l'ensemble des salarié.es, de premières avancées ont été obtenues. Mais en octobre 2020, la direction décide de revoir tous les coefficients ouvriers/employés à la baisse. Peu après, une bonne partie des quelques 150 salarié.es et le syndicat CGT de la boîte s'engagent dans un combat contre la direction. Combat qui durera 4 mois et débouchera en mars sur une victoire avec l'obtention de presque l'ensemble des revendications. Une victoire obtenue grâce à une implication de la majorité des salarié.es et au travail de terrain des militants. Une victoire obtenue grâce à la solidarité ouvrière, qui a permis de déjouer les différentes attaques de la direction : des tentatives de discréditer le syndicat, des sanctions disciplinaires contre les grévistes, des propositions d'accord qui ne prennent en compte que certaines revendications dans le but de diviser les salarié.es ... On peut également noter la solidarité des salarié.es d'autres sites de production Iover, à Orange et à Chalons-sur-Saône, qui se sont mobilisé.es en très grand nombre sur 2 journées, ce qui a été possible grâce aux liens existants entre syndicalistes CGT des différents sites.

Travail saisonnier, les vacances d'été ce n'est pas pour tout le monde

Le travail sur la saison d'été est précaire dans son essence puisqu'il ne permet aux travailleurs d'avoir accès à l'emploi que de façon temporaire et non choisie.

Travailleurs et travailleuses précaires et vulnérables sont les premiers concernés, soit les jeunes, étudiants, intérimaires, migrants...

L'activité est organisée sans prendre en compte les employés puisqu'ils sont informés très tardivement de leurs horaires et jours de travail pour la semaine ou quinzaine à venir. Les salariés concernés se voient imposer des amplitudes horaires très contraignantes et non fixes. Par exemple, à Fleuron d'Anjou (entreprise de logistique située aux Ponts-de-Cé), les saisonniers et saisonnières peuvent enchaîner une journée de travail de 10h à 20h puis de 13h à 19h le lendemain. Cette organisation au lance pierre rend quasiment impossible de s'impliquer dans la vie sociale (rdv administratif ou médical, engagement sur le territoire...) ou dans leur vie individuelle par ailleurs (la

Stop à la casse de l'éducation nationale

Jean-Michel Blanquer s'enorgueillit d'avoir économisé 600 millions d'euros sur le budget de l'éducation, mais les annonces des derniers mois en matière de suppression de postes laissent présager une rentrée 2021 compliquée.

Dans l'Académie de Nantes c'est près d'une centaine de postes qui vont être supprimés dès la rentrée prochaine alors que le nombre d'élève est en légère augmentation. Le gouvernement décide donc d'employer des méthodes de patron voyou en imposant les heures supplémentaires et en infligeant des diminutions budgétaires drastiques.

La hausse automatique et continue des effectifs dans les classes rendra extrêmement difficile la gestion des élèves en grande difficulté. Cette situation étant exacerbée par les différentes périodes de confinement.

N'oublions pas les personnels de vie scolaire, les AESH, les psyEN méprisé.e.s, débordé.e.s et démuni.e.s face aux manques de moyens.

Blanquer se pose comme le fossoyeur de l'éducation. Depuis sa prise de fonction, il est directement responsable de la suppression de 8000 postes. Ce faisant, il sacrifie sur l'autel de la rentabilité, les chances de réussite de tous.les élèves. C'est pourquoi le 25 mai dernier une vingtaine d'enseignant.e.s se sont retrouvé.e.s en AG à la bourse du travail et devant le rectorat pour dénoncer cette casse du service public d'éducation.

vie scolaire des enfants...).

Il y a une hypocrisie insupportable des institutions et syndicats patronaux tel que le MEDEF. En effet la société Fleuron d'Anjou a reçu en 2019 un prix de l'insertion emploi remis par le MEDEF alors qu'elle emploie quantité de saisonniers et d'intérimaires sans proposition de pérennisation de leurs emplois.

L'UCL soutient tous les travailleurs et travailleuses et tout particulièrement ceux qui subissent cette précarité et instabilité dans l'emploi. La syndicalisation de ces salariés pourrait permettre de changer cette situation. Nous devons remettre en cause le système capitaliste qui entretient et nourrit ces logiques du profit avant l'humain.

Liens de guides des droits des travailleurs saisonniers qui peuvent être utiles :

- Le guide CGT : https://www.cgt.fr/sites/default/files/2021-01/2020_Saisonniers_Guide_SR_RC_CA_4.pdf
- Le guide Solidaires : <https://solidaires.org/Travail-saisonnier-Le-guide-des-droits-des-salarie-es-saisonnier-eres>

Notre mensuel, *Alternative libertaire*, est disponible en kiosque et à la librairie Les Nuits Bleues (21 rue Maillé à Angers)

Site fédéral de l'Union communiste libertaire : unioncommunistelibertaire.org

Site de l'Union communiste libertaire 49 : ucl49.fermeasites.net

Pour nous contacter : ucl-angers@communisteslibertaires.org

Suivez nous aussi sur les réseaux sociaux [facebook](#) [diaspora](#) et [instagram](#)!

S'informer

